

Un électorat divisé ?

6

Les préférences politiques
des classes sociales et le vote
de gauche en Suisse en 2007

DANIEL OESCH
LINE RENNWALD

Résumé. Ce chapitre soulève la question de savoir si l'électorat de gauche est divisé au niveau des attitudes politiques de ses deux principales composantes, les nouvelles classes moyennes et les classes populaires. À cette fin, ce chapitre examine les attitudes des différentes classes à la fois sur le plan économique et culturel. L'hypothèse que les partis de gauche sont confrontés à un dilemme concernant leur positionnement sur *l'axe économique* n'est pas confirmée. Au contraire, les différentes classes au sein de l'électorat socialiste présentent des attitudes économiques relativement similaires. Par contre, les partis de gauche – et surtout le parti socialiste – sont confrontés à un vrai dilemme sur le plan *culturel*. Sur des enjeux culturels tels que la migration ou la sécurité, les préférences libertaires des nouvelles classes moyennes et les attitudes plus traditionnelles des classes populaires contraignent le parti socialiste à un grand écart presque irréalisable. Nos analyses suggèrent ainsi que si les partis socialiste et vert occupent une position culturellement à gauche, ils devraient s'assurer une proportion importante du vote des nouvelles classes moyennes. Par contre, ils s'aliènent le soutien des classes populaires qui sont culturellement plus proches du pôle autoritaire.

Introduction¹

Au cours du xx^e siècle, le destin des partis de gauche a été étroitement lié à la classe ouvrière. Les partis socialistes avaient leur ancrage le plus solide auprès des ouvriers industriels et travailleurs artisanaux. Or, les analyses du chapitre précédent montrent qu'aujourd'hui ce constat ne s'applique plus au Parti socialiste suisse (PS). Le PS arrive beaucoup mieux à rallier les nouvelles classes moyennes salariées qu'à récolter le soutien des classes populaires. En 2007, 34 % des spécialistes socio-culturels – les professionnels de la santé, du social, de l'éducation, des médias et de la culture – votaient pour le PS, mais seulement 16 % des travailleurs de production et des services. Par conséquent, l'électorat socialiste ressemble fortement à celui du parti vert qui, depuis son début, est dominé par les catégories professionnelles avec un capital d'éducation élevé, tout en ayant peu de succès auprès des ouvriers.

À première vue, ces résultats pourraient suggérer que les classes populaires sont devenues d'une importance secondaire pour les partis de gauche. Cette conclusion est toutefois erronée pour trois raisons. Premièrement, les classes populaires représentent toujours une proportion importante de l'électorat total : en 2007, les employés de bureau (les secrétaires et réceptionnistes), les travailleurs de production (les ouvriers de l'industrie et du bâtiment) et des services (le personnel de la vente et de la restauration) constituent ensemble 35 % de l'électorat suisse. En comparaison, les nouvelles classes moyennes salariées (managers, spécialistes socio-culturels et techniques) représentent 47 % et les indépendants (grands employeurs, professions libérales et petits indépendants) 18 % de l'électorat en Suisse. Les classes populaires forment donc un potentiel électoral non négligeable².

¹ Ce chapitre a bénéficié de commentaires très utiles de la part de Hanspeter Kriesi, Sarah Nicolet et Pascal Sciarini. Nous leur en sommes reconnaissants.

² Si l'on s'intéresse à tout le potentiel électoral et donc à toute la population pouvant voter – en intégrant les abstentionnistes –, la part des classes populaires se monte à 44 % contre 39 % pour les classes moyennes salariées et 16 % pour les indépendants au sens large. La différence s'explique par le fait que la proportion des abstentionnistes est plus élevée dans les catégories populaires que dans les classes moyennes.

Deuxièmement, les partis de gauche possèdent aujourd'hui une marge de progression beaucoup plus importante auprès des classes populaires que dans les classes moyennes salariées. Dans ces dernières, les partis socialiste et vert exploitent leurs possibilités électorales avec succès : ensemble, ils obtiennent 52 % des voix auprès des spécialistes socio-culturels et 39 % auprès des spécialistes techniques. Ici, la gauche ne possède donc qu'une marge de progression réduite. Au contraire, le potentiel électoral semble loin d'être épuisé parmi les travailleurs de production et des services où les deux partis de gauche récoltent ensemble moins d'un quart des votes.

Troisièmement, l'héritage historique lie le plus grand des deux partis de gauche, les socialistes, aux classes populaires. La racine et l'histoire ouvriériste du socialisme créent une dépendance de la trajectoire qui restreint la marge de manœuvre du PS dans ses prospections sur le marché électoral. Ainsi, il est difficile pour le PS d'exploiter davantage son potentiel électoral dans d'autres catégories professionnelles, comme parmi les managers et les indépendants au sens large : certaines constantes programmatiques socialistes comme le combat pour une régulation du marché ou pour davantage de justice sociale le rapprochent bien davantage de son électorat traditionnel des ouvriers.

Ces arguments indiquent que les partis de gauche ont un intérêt à allier dans leur électorat les classes populaires et les classes moyennes salariées. Cette nécessité pour la gauche de bâtir une alliance entre différentes classes a souvent été abordée dans la littérature (pour un traitement classique, voir Esping-Andersen, 1985). Or, la question soulevée dans ce chapitre est de savoir si cette cohabitation dans l'électorat de gauche entre les classes populaires et les nouvelles classes moyennes est réalisable en Suisse. Nous examinons cette question en analysant les préférences politiques de ces deux composantes de l'électorat de gauche. Le but est de savoir si les attitudes économiques et culturelles ainsi que les préoccupations politiques des travailleurs divergent – et si oui, comment – de celles des membres des classes moyennes salariées.

Par rapport à ce questionnement, l'apport théorique dominant est constitué par l'ouvrage d'Herbert Kitschelt (1994)

qui a eu une influence énorme sur le débat au sein des études électorales. Kitschelt y émet l'hypothèse que les partis socialistes sont confrontés à un dilemme : les nouvelles classes moyennes auraient une attitude libertaire et seraient donc proche de la gauche dans les questions culturelles, mais adopteraient une position centriste sur les enjeux économiques. Au contraire, les classes populaires auraient une position à gauche dans les questions économiques, mais adopteraient une position plus autoritaire en ce qui concerne les enjeux culturels. Par conséquent, les partis socialistes seraient confrontés à un *trade off* : ils peuvent choisir d'attirer le vote des classes moyennes salariées au détriment de celui des classes populaires ou vice versa. Dans cette perspective, les divergences dans les attitudes économiques et culturelles rendraient difficile une alliance entre classes moyennes salariées et classes populaires dans l'électorat socialiste.

L'hypothèse de Kitschelt peut être spécifiée davantage en introduisant la notion du problème politique dominant (Blomqvist et Green-Pedersen, 2004; Green-Pedersen, 2007). La faisabilité de la cohabitation entre classes moyennes salariées et classes populaires au sein du parti socialiste dépendrait alors du *problème politique* considéré comme prioritaire par les électeurs, et notamment par les travailleurs. Selon cette hypothèse, si les travailleurs jugent un enjeu *économique* comme primordial, ils votent pour la gauche. Cependant, s'ils sont d'avis que la politique doit résoudre en priorité un problème *culturel*, ils votent alors pour la droite.

Dans ce chapitre, nous examinons ces hypothèses en analysant les positions, attitudes et préoccupations politiques des différentes classes sociales. À cette fin, nous avons recours à plusieurs types de mesures pour les préférences politiques et choisissons la démarche suivante : nous commençons l'analyse empirique en comparant la position sur l'axe gauche-droite des différentes classes sociales. Puis, nous affinons notre analyse pour les différentes classes en distinguant les attitudes concernant l'économie de celles relevant de la culture. Par la suite, nous descendons à un niveau d'analyse plus détaillé et identifions le problème politique concret que les membres des différentes classes considèrent comme prioritaire. Avant

de commencer la partie empirique, nous faisons un bref tour d'horizon de quelques apports théoriques qui, en éclairant les préférences politiques des électeurs, guident notre analyse.

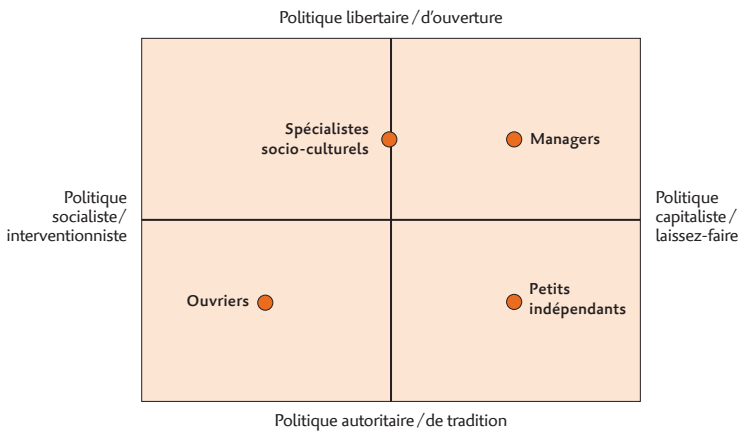
L'objectif de ce chapitre est ainsi d'identifier les positions et attitudes des classes populaires d'une part et des nouvelles classes moyennes d'autre part – et ceci à la fois au niveau de l'électorat total et à l'intérieur des partis de gauche. Nous espérons que ces analyses contribuent à éclairer l'étendue du dilemme auquel sont confrontés les partis de gauche sur le marché électoral. Sont-ils confrontés à un électorat divisé et ainsi contraints de faire un grand écart irréalisable pour séduire à la fois les ouvriers et les nouvelles classes moyennes ?

Un cadre conceptuel pour expliquer les préférences politiques des électeurs

L'indicateur le plus synthétique pour mesurer les préférences politiques d'un électeur est la position sur l'axe gauche-droite (Milic, 2008). Cependant, depuis les années 1990, les politologues affinent leurs analyses des préférences politiques en distinguant les attitudes au niveau économique des attitudes au plan culturel. De nombreux auteurs divisent ainsi l'espace politique en deux dimensions (Kitschelt, 1994 ; Kriesi et al., 2006). La première dimension économique a trait à la question de la distribution des ressources et désigne un continuum entre un pôle interventionniste/État et un pôle laissez-faire/marché. La deuxième dimension culturelle ou communautaire a trait aux questions concernant l'identité et les valeurs et va d'un pôle libertaire/ouverture à un pôle autoritaire/tradition. Le graphique 1 reproduit cet espace politique à deux dimensions comme développé par Kitschelt (1994). Il sert de cadre conceptuel à notre analyse empirique.

Hanspeter Kriesi et ses collègues (2006) montrent que dans les trente dernières années l'importance de la dimension culturelle pour la compétition électorale a fortement augmenté. En même temps, la signification de cette dimension a évolué : dans les années 1970, elle portait essentiellement sur

Graphique 1. L'espace des préférences politiques avec les deux dimensions économiques et culturelles et les positions attendues des classes sociales



Source : Adapté de Kitschelt (1994 : 32)

des questions religieuses et opposait les promoteurs du libéralisme culturel aux défenseurs des valeurs et institutions traditionnelles (dont la religion chrétienne, les formes traditionnelles de famille et une armée forte). Dans les années 1990, l'axe du conflit culturel a intégré de nouveaux enjeux portant sur l'intégration européenne et l'immigration (Kriesi et al., 2006).

Notre analyse des préférences politiques est guidée par deux hypothèses. La première est liée aux travaux d'Herbert Kitschelt et nous fournit des attentes détaillées par rapport aux préférences politiques des différentes classes sociales (Kitschelt, 1994 ; Kitschelt et Rehm, 2005). Au niveau culturel, Kitschelt (1994 : 17) s'attend à ce que les nouvelles classes moyennes salariées, de par leur niveau de formation élevé, aient des attitudes libertaires et soient donc en faveur d'une société peu hiérarchisée, ouverte et multiculturelle. Au sein des nouvelles classes moyennes, les spécialistes socio-culturels – par leur cadre de travail autonome et interactif où l'entraide et l'échange sont cruciaux – auraient des préférences particulièrement libertaires, alors que celles-ci seraient moins marquées parmi les spécialistes techniques et, surtout, les

managers. Au niveau économique, Kitschelt s'attend à ce que les nouvelles classes moyennes, en raison de leurs bonnes conditions socio-économiques, aient une position centriste : les managers seraient, en tant que dépositaires de l'autorité organisationnelle, un peu plus favorables au marché ; au contraire, les spécialistes socio-culturels, souvent employés dans le secteur public, un peu moins.

Les prédispositions libertaires et économiquement centristes des nouvelles classes moyennes contrastent, selon Kitschelt, avec les attitudes à la fois plus autoritaires et plus étatistes des classes ouvrières. En effet, Kitschelt (1994 : 23) s'attend à ce que l'expansion des orientations libertaires parmi les nouvelles classes moyennes provoque des réponses autoritaires de la part des ouvriers et des employés de bureau (ainsi que des petits indépendants) qui seraient donc plus favorables à une politique d'immigration restrictive et à la défense des valeurs traditionnelles. Par conséquent, les travailleurs peu qualifiés combindraient un penchant pour des attitudes autoritaires avec une préférence économique pour la redistribution sociale. Si l'on admet avec Kitschelt que le pôle interventionniste équivaut à une position économique à gauche et le pôle libertaire à une position culturelle à gauche, on arrive à l'hypothèse suivante : *les classes moyennes salariées se positionnent économiquement au centre, mais culturellement à gauche, alors que les catégories populaires se positionnent économiquement à gauche, mais culturellement à droite.*

Basée sur cette hypothèse, nous localisons les positions attendues de quatre différentes classes dans l'espace politique à deux dimensions du graphique 1. Pour Kitschelt (1994), cette configuration des attitudes provoque des dilemmes difficilement résolubles pour les partis socialistes. Sur l'axe économique, une position marquée à gauche pourrait attirer les classes populaires, mais coûter des voix au sein des classes moyennes salariées. Sur l'axe culturel, les partis socialistes n'ont d'autre choix selon Kitschelt que d'adopter une position libertaire ; mais en le faisant, ils risquent de voir s'aliéner le cœur de leur électorat traditionnel – les catégories populaires – qui choisiront un parti de droite populiste. Pour les Verts, ce dilemme se pose beaucoup moins, puisque ce parti

est issu des nouveaux mouvements sociaux des années 1960 et 1970 et non de la classe ouvrière. Par conséquent, ce sont surtout des revendications libertaires – et très rarement des propositions économiques – qui l’ont animé depuis le début.

En discutant ces dilemmes, Kitschelt ne laisse aucun doute sur le fait qu’il considère la position sur les *enjeux culturels* comme étant décisive pour le sort électoral des partis socialistes. Une seconde hypothèse développe cette idée en introduisant la notion du problème politique dominant (Blomqvist et Green-Pedersen, 2004; Green-Pedersen, 2007). Selon cette hypothèse, les préférences *économiques* d’une partie substantielle des classes moyennes salariées et des classes populaires sont suffisamment proches pour permettre aux partis socialistes d’attirer une part notable de cet électorat. Cependant, au *niveau culturel*, les orientations plutôt libertaires des classes moyennes salariées sont difficilement compatibles avec les préférences plus autoritaires des classes populaires. Par conséquent, le soutien au parti socialiste dépend du *problème politique* considéré comme prioritaire par les électeurs. Si les classes moyennes salariées et les travailleurs jugent un enjeu *économique* comme primordial, la gauche est susceptible de récolter du soutien auprès des deux catégories. Par contre, si les classes moyennes salariées et les travailleurs considèrent un enjeu *culturel* comme étant le problème politique le plus important, les classes moyennes continueront de soutenir la gauche, tandis que les travailleurs préféreront donner leur voix à un parti défendant des valeurs plus conservatrices. Sur cette base, nous arrivons à l’hypothèse suivante : *si les électeurs des catégories populaires considèrent les problèmes économiques comme dominants, ils votent pour un parti de gauche. Par contre, si c’est un enjeu lié à la dimension culturelle (par exemple l’immigration ou l’intégration européenne) qui constitue la première préoccupation, il est plus probable que les catégories populaires choisissent les partis de la droite populiste.*

Les données, la stratégie d'analyse et les mesures

Nous analysons les deux hypothèses présentées ci-dessus avec les données du sondage SELECTS (Lutz, 2008 : 48-55). Cette enquête a été réalisée auprès de 4392 citoyens suisses après les élections fédérales de 2007 et contient des informations détaillées sur la classe sociale des électeurs et leurs attitudes politiques. Comme échantillon pour notre analyse, nous choisissons l'électorat et non la population totale avec le droit de vote³.

Notre stratégie d'analyse est basée sur trois volets : dans un premier volet exploratoire, nous examinons les attitudes politiques avec une mesure à la fois très simple et très synthétique – l'auto-positionnement des électeurs de différentes classes sur l'échelle gauche-droite. Dans un deuxième volet beaucoup plus détaillé, nous affinons cette mesure en introduisant une distinction entre les attitudes économiques d'une part et les attitudes culturelles d'autre part. Dans ces analyses, nous nous intéressons à la fois aux attitudes d'une classe donnée *en général* et aux attitudes de cette même classe à l'intérieur de l'électorat des partis de gauche. La première démarche vise à évaluer les divisions entre les classes au niveau de l'électorat total, alors que la deuxième nous éclaire sur la coexistence de composantes très différentes à l'intérieur des partis de gauche. Afin d'apporter une dimension comparative à notre analyse, nous présentons les attitudes économiques et culturelles également pour d'autres partis. Un troisième et dernier volet identifie pour les différentes classes le problème politique considéré comme étant prioritaire. Le but est de voir si la dominance d'un enjeu culturel affecte la préférence partisane des classes populaires différemment de celle des nouvelles classes moyennes.

³ Notre décision d'exclure les abstentionnistes est motivée par le fait que les sondages électoraux offrent une meilleure représentativité de l'électorat, les abstentionnistes étant systématiquement sous-représentés (SELECTS n'est pas une exception). Ceci dit, les analyses de ce chapitre ont aussi été effectuées en incluant toute la population avec le droit de vote. Les résultats ne varient que très peu par rapport à ceux qui se basent sur l'électorat exclusivement. Les conclusions de ce chapitre ne changent donc pas si, au lieu de l'électorat, nous nous étions basés sur la population avec le droit de vote (en incluant les abstentionnistes).

Nous discutons les différentes mesures pour les préférences politiques dans les sous-chapitres qui présentent les résultats de l'analyse empirique. Pour l'analyse du choix de vote, nous utilisons comme variable la question du sondage SELECTS qui demande à l'électeur à quel parti il a accordé le plus de suffrages⁴. Ensuite, une variable décisive qu'il nous faut traiter brièvement est la position de classe. Nous définissons comme classe une catégorie d'individus qui, en évoluant dans un cadre professionnel semblable, partagent une position sur le marché du travail et une situation économique similaire. Nous la mesurons en utilisant un schéma de classe à huit catégories (Oesch, 2006a, 2006b). La *dimension verticale* distingue des positions de classe plus ou moins avantageuses sur la base du revenu et des perspectives de carrière d'une profession donnée. La *dimension horizontale* distingue les professions en fonction de la logique de travail qui y prédomine (logique de service interpersonnel, logique technique, logique organisationnelle ou logique de travail indépendant). Il en résulte huit classes dont trois font partie des nouvelles classes moyennes salariées (1. spécialistes socio-culturels, 2. spécialistes techniques, 3. managers), trois des classes populaires (4. employés de bureau, 5. travailleurs de la production, 6. travailleurs des services) et deux des indépendants (7. professions libérales et grands employeurs, 8. petits indépendants). Le fondement théorique de ce schéma ainsi que son opérationnalisation avec les données de SELECTS est présentée dans le chapitre précédent. Comme l'attention principale de notre analyse repose sur les nouvelles classes moyennes salariées et les classes populaires, nous ne présentons qu'accessoirement les résultats pour les 18 % de l'électorat suisse qui font partie des indépendants.

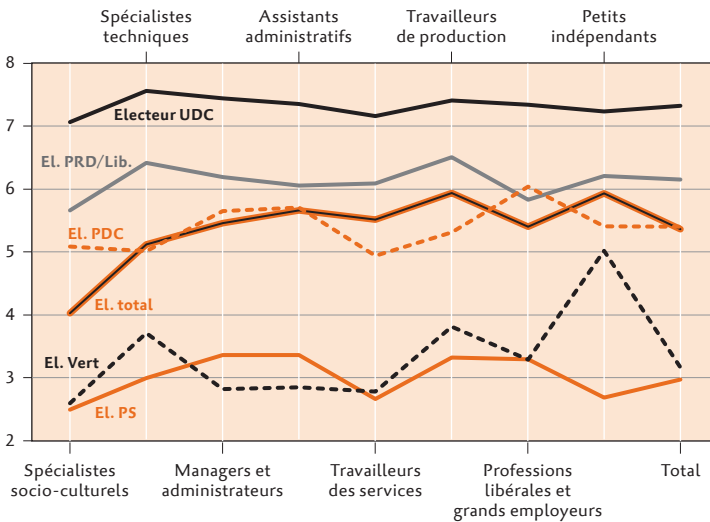
⁴ La question posée est: «Pouvez-vous me dire pour quel parti vous avez voté pour l'élection au Conseil national, c'est-à-dire, quel est le parti auquel vous avez accordé le plus de suffrages?» Pour nos analyses, nous avons adapté l'échantillon en utilisant les quatre pondérations développées dans le cadre de SELECTS afin de corriger pour la sur-/ sous-représentation cantonale, la taille du ménage, la participation électorale et le choix de parti.

L'analyse de la position sur l'axe gauche-droite

Nous débutons l'analyse des préférences politiques en déterminant l'auto-positionnement des électeurs sur l'axe gauche-droite. Le graphique 2 montre la position moyenne pour différentes classes sur une échelle gauche-droite qui va de 0 à 10, où 0 représente le point le plus à gauche et 10 le point le plus à droite. Il en ressort que l'électeur suisse moyen se situe très proche du centre, légèrement à droite. Si l'on regarde les différentes composantes de l'électorat total, ce sont les spécialistes socio-culturels qui s'auto-positionnent le plus à gauche. Toutes les autres catégories occupent une position entre 5 et 6, c'est-à-dire légèrement à droite du centre. Le plus à droite (avec une valeur de 6) se trouvent les travailleurs de production ainsi que les petits indépendants.

Si nous désagrégeons les positions des classes sur la base du parti soutenu lors des élections fédérales 2007, nous constatons que l'électorat socialiste est très homogène. Les différentes classes y oscillent autour d'une valeur de 3. Au sein de

Graphique 2. Auto-positionnement de l'électorat sur l'axe gauche-droite en 2007



Données : SELECTS 2007, pondérées par total weight. Nombre d'observations : 1757.

l'électorat PS, ce sont les spécialistes socio-culturels qui se placent le plus à gauche. L'électorat vert se positionne très proche de celui du PS, mais est un peu plus hétérogène que celui-ci – un constat qui s'applique même si nous faisons abstraction de la catégorie des petits indépendants faible numériquement. Sans surprise, l'électorat de l'UDC est le plus à droite et le PDC le plus proche de la position de l'électorat suisse moyen. En règle générale, c'est le peu de différences entre les classes à l'intérieur de l'électorat d'un parti qui est frappant.

Avec cette première mesure de l'auto-positionnement gauche-droite, nous ne trouvons pour l'instant pas de signe que les classes moyennes seraient plus à droite que les classes populaires. Les résultats suggèrent plutôt le contraire, puisque les spécialistes socio-culturels sont le plus à gauche – aussi bien au sein de l'électorat total qu'au sein de l'électorat du PS et des Verts. Si nous comparons la situation dans le temps (voir le graphique A.1 en annexe), il est intéressant de voir qu'une tendance à davantage de polarisation se dessine entre 1995 et 2007. La position de l'électorat total ne change que très peu, mais l'électorat UDC se positionne en 2007 plus à droite qu'en 1995, alors que les électeurs socialiste et vert se positionnent plus à gauche en 2007 qu'en 1995.

L'auto-positionnement sur l'axe gauche-droite nous livre quelques premières informations intéressantes. Toutefois, comme discuté dans la partie théorique, la notion de gauche et de droite intègre aujourd'hui à la fois des préoccupations économiques et des préoccupations culturelles. Afin de mesurer les préférences politiques des électeurs avec davantage de précision, nous distinguons donc les attitudes économiques des attitudes culturelles. Nous examinons ainsi dans la section suivante les orientations politiques dans l'espace à deux dimensions présenté auparavant.

L'analyse des attitudes économiques et culturelles de l'électorat des partis et des classes

Dans leur analyse de la dimension culturelle, Kriesi et ses collègues (2006: 22) mettent en évidence qu'une nouvelle opposition a émergé en Suisse entre les années 1970 et 1990 autour de la question de l'intégration européenne et de la politique d'immigration. Pour déterminer les attitudes des électeurs sur *l'axe culturel*, nous nous intéressons donc à ces deux aspects. Dans l'enquête SELECTS, les électeurs répondent à une question concernant l'intégration européenne⁵ et à une question concernant les étrangers⁶. Au niveau économique, Kriesi et ses collègues (2006: 18) montrent qu'une forte opposition existe entre les adhérents d'un État social fort et les promoteurs du libéralisme économique. Pour rendre compte des attitudes des électeurs sur *l'axe économique*, nous utilisons donc une question de SELECTS sur les dépenses sociales⁷ et une question sur la taxation⁸.

Comment se répartissent les réponses à ces questions ? Pour l'axe État-marché d'abord, une courte majorité de 38 % de l'électorat est favorable ou plutôt favorable à l'augmentation des dépenses sociales, contre 32 % d'opinions contraires. Le positionnement de l'électorat des partis reflète toutefois une opposition gauche-droite classique⁹. La question sur les impôts recueille une nette majorité pour une augmentation de la taxation des hauts revenus (65 %) et, contrairement à la question des dépenses sociales, semble mettre tout le

⁵ « Êtes-vous pour l'adhésion de la Suisse à l'Union Européenne, ou pour la «voie solitaire» de la Suisse ? »

⁶ « Êtes-vous pour une Suisse où les étrangers ont les mêmes chances que les Suisses, ou pour une Suisse où les Suisses ont de meilleures chances ? »

⁷ « Êtes-vous pour une diminution des dépenses sociales de la Confédération, ou pour une augmentation des dépenses sociales de la Confédération ? »

⁸ « Êtes-vous pour une augmentation de la taxation sur les hauts revenus, ou pour une diminution de la taxation sur les hauts revenus ? »

⁹ L'électorat du PS est seulement 9 % à vouloir couper ou plutôt couper les dépenses sociales, alors qu'un tiers de l'électorat radical y est favorable ou plutôt favorable avec 39 % (36 % est indécis et 24 % favorable) et une majorité de l'électorat UDC avec 51 %.

monde d'accord à gauche comme à droite¹⁰. Sur l'axe culturel, accorder des chances égales aux étrangers recueille une majorité (63 %), et cela à droite comme à gauche¹¹. La question de l'adhésion de la Suisse à l'UE recueille par contre une majorité contre l'adhésion à l'UE avec 53 % et présente des résultats opposant fortement les partis de gauche aux partis de droite¹².

Pour obtenir les positions des électeurs dans l'espace politique à deux dimensions, nous attribuons à chaque réponse une valeur qui va de +2 (fortement pour) à -2 (fortement contre). Puis, les valeurs des réponses aux deux questions liées à la culture sont additionnées et nous informent ainsi sur la position d'un électeur sur l'axe vertical; la même procédure s'applique aux deux questions économiques pour l'axe horizontal. Pour mieux refléter les questions sur lesquelles notre espace politique à deux dimensions se base, nous suivons Brunner et Sciarini (2002) et nommons l'axe culturel « ouverture-traditions » et l'axe économique « État-marché ». Les quatre questions que nous utilisons pour opérationnaliser les deux axes sont moins utiles pour déterminer les positions *absolues* des électeurs dans l'espace politique que pour montrer les positions *relatives* des uns par rapport aux autres. Par conséquent, nous choisissons une représentation graphique standardisée où chaque électeur est positionné par rapport à l'électeur moyen qui se situe à l'intersection des deux axes (au point 0/0 dans les graphiques 3 à 6).

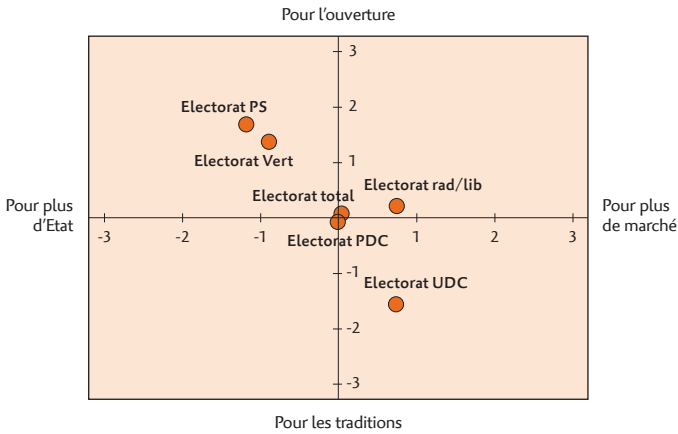
Le graphique 3 présente la position moyenne dans l'espace politique de l'électorat des différents partis. Il en ressort clairement que l'électorat du PDC occupe une position très proche de celle de l'électeur suisse moyen. À l'inverse, l'électorat du PS et de l'UDC se placent le plus loin de

¹⁰ L'électorat socialiste y est à favorable ou plutôt favorable à 84 %, suivi par 59 % de l'électorat UDC et 45 % de l'électorat radical. Seuls 20 % de l'électorat UDC et radical se prononcent en faveur ou plutôt en faveur d'une diminution de la taxation des hauts revenus.

¹¹ L'électorat socialiste y est favorable ou plutôt favorable à 79 %, de même que 64 % de l'électorat radical et même une majorité de l'électorat UDC avec 49 %.

¹² 70 % de l'électorat PS est favorable ou plutôt favorable à l'adhésion à l'UE, alors qu'une majorité de l'électorat radical (48 %) et de l'électorat UDC (85 %) y est opposée ou plutôt opposée.

Graphique 3. Position moyenne de l'électorat sur les axes État-marché et ouverture-traditions en 2007



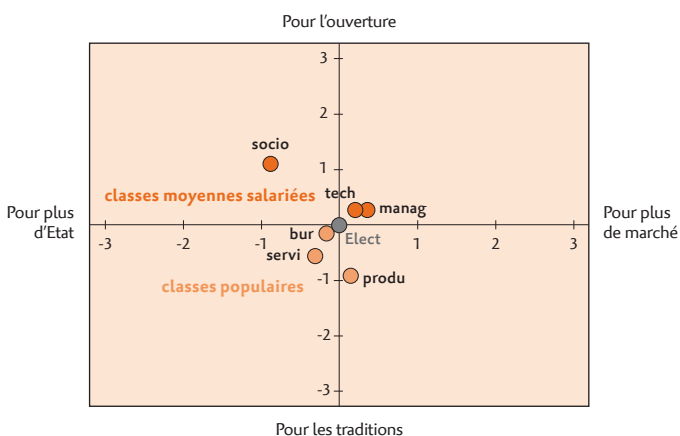
Données : SELECTS 2007, pondérées par total weight.

Nombre d'observations : 1714 (État-marché), 1705 (ouverture-traditions).

l'électeur suisse moyen : l'électeur moyen du PS est beaucoup plus favorable à l'ouverture et à l'État social que l'électeur moyen de l'UDC. Ce dernier ne se distingue de l'électeur moyen radical que par rapport à son plus grand attachement aux traditions – dans notre cas, le rejet plus clair de l'Union Européenne et des chances égales pour les étrangers. Si l'on compare la position des deux partis de gauche, on constate que l'électorat socialiste se situe légèrement plus à gauche économiquement et culturellement que l'électorat vert.

Au centre de l'attention de ce chapitre figurent les préférences politiques des classes sociales. Par conséquent, nous montrons dans le graphique 4 les positions des différentes classes dans l'espace politique. Pour des raisons de lisibilité, nous nous limitons à la présentation des classes moyennes salariées et des classes populaires, laissant de côté les indépendants. Il ressort de ce graphique 4 que ce sont clairement les spécialistes socio-culturels qui se positionnent le plus à gauche économiquement et culturellement : ils représentent la classe la plus favorable à l'État social et à l'ouverture internationale. Sans surprise, les managers se situent davantage à

Graphique 4. Position moyenne de l'électorat par classe sur les axes État-marché et ouverture-traditions en 2007



Légende du graphique : La position de l'électeur moyen est représentée par **Elect**. Les différentes classes de l'électorat total sont représentées ainsi : **socio** : spécialistes socio-culturels ; **tech** : spécialistes techniques ; **manag** : managers et administrateurs ; **bur** : employés de bureau ; **servi** : travailleurs des services ; **produ** : travailleurs de production.

Données : SELECTS 2007, pondérées par total weight.

Nombre d'observations : 1714 (État-marché), 1705 (ouverture-traditions).

droite sur l'axe État-marché, tout en étant relativement favorables à l'ouverture. Les spécialistes techniques occupent une position très proche des managers : ils sont légèrement plus à gauche économiquement et se positionnent très proches de l'électeur moyen. Ces résultats suggèrent que les nouvelles classes moyennes ne forment pas un bloc homogène, mais réunissent une composante de gauche-libertaire (les spécialistes socio-culturels) et deux composantes plus centristes (les spécialistes techniques et, économiquement un peu plus libéraux, les managers).

En comparaison avec les classes moyennes salariées, les trois classes populaires sont attachées davantage aux traditions. Ce constat s'applique surtout aux travailleurs de production qui sont la classe la plus fortement opposée à l'UE et aux chances égales pour les étrangers. Ce résultat a également été mis en évidence pour la Suisse par Brunner et Sciarini (2002 : 84) qui relèvent que les partisans des traditions sont plutôt agriculteurs ou ouvriers et disposent d'une formation

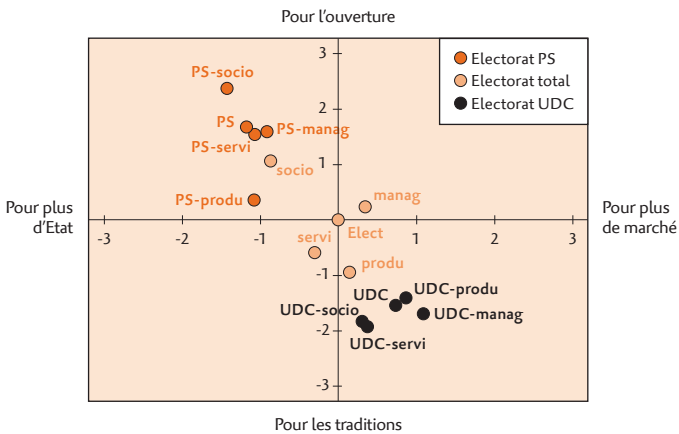
élémentaire, alors que les partisans de l'ouverture de la Suisse face à l'étranger se regroupent principalement dans le secteur des services, en particulier dans les services sociaux et culturels, et disposent d'un niveau de formation et de revenu supérieur. Sur la dimension économique, les catégories populaires sont assez proches de l'électeur suisse moyen : les employés de bureau et les travailleurs des services sont légèrement plus à gauche, tandis que les travailleurs de production sont légèrement plus à droite.

Quelle est l'implication de ces résultats pour nos hypothèses ? Par rapport aux attitudes économiques, l'attente que les classes moyennes salariées occupent une position centriste sur la dimension économique ne se vérifie pas pour les spécialistes socio-culturels ; ils occupent une position marquée à gauche. Dans les classes populaires, les attitudes économiques des travailleurs des services et des employés de bureau sont plus à gauche que celles de l'électeur moyen, alors que les travailleurs de production se situent économiquement moins à gauche qu'attendu. Au niveau des attitudes culturelles, l'hypothèse que les classes moyennes sont davantage favorables à l'ouverture que les classes populaires semble clairement confirmée. Nos résultats suggèrent surtout que les spécialistes socio-culturels, de par leurs préférences économiques et culturelles clairement à gauche, constituent une catégorie à part.

L'analyse des attitudes économiques et culturelles au sein de l'électorat de gauche

Nous avons soulevé au début la question de savoir si les partis sont confrontés à des divisions entre les différentes composantes sociales de leur électorat. Afin d'y répondre, nous abordons maintenant la position des classes dans l'espace politique *au sein d'un même parti*. Le graphique 5 montre ainsi la position de l'électorat du PS et, à titre de comparaison, celle de l'électorat UDC. Pour des questions de lisibilité, nous représentons uniquement deux catégories des nouvelles classes moyennes (les spécialistes socio-culturels et managers) ainsi que deux

Graphique 5. Position moyenne de l'électorat du PS et de l'UDC sur les axes État-marché et ouverture-traditions en 2007



Pour la légende du graphique, voir le graphique 4.

Données : SELECTS 2007, pondérées par total weight.

Nombre d'observations : 1714 (État-marché), 1705 (ouverture-traditions).

catégories populaires (les travailleurs de production et travailleurs des services).

À l'intérieur du PS, les différences entre les classes sont très faibles sur la dimension économique, mais importantes sur la dimension culturelle. Les spécialistes socio-culturels qui votent pour le PS sont beaucoup plus favorables à l'ouverture que ne le sont les travailleurs de production, qui occupent sur l'axe culturel une position proche de l'électeur médian. Aux deux pôles de l'électorat socialiste se situent donc les spécialistes socio-culturels et les travailleurs de production, alors que les travailleurs des services et les managers qui soutiennent le PS sont assez proches de l'électeur socialiste moyen¹³. En général, le fait de voter pour le PS pousse toutes les classes à gauche sur l'axe économique et vers le pôle de l'ouverture sur l'axe culturel. Le graphique 5 confirme l'hypothèse que ce sont surtout les différences dans les orientations culturelles – et non pas les préférences économiques – qui posent problème

¹³ Les techniciens et employés de bureau, non représentés dans le graphique, occupent également une position proche de l'électeur socialiste moyen.

à l'intérieur du PS : les attitudes de l'électorat socialiste divergent beaucoup plus sur la dimension de l'ouverture que sur celle de l'État social.

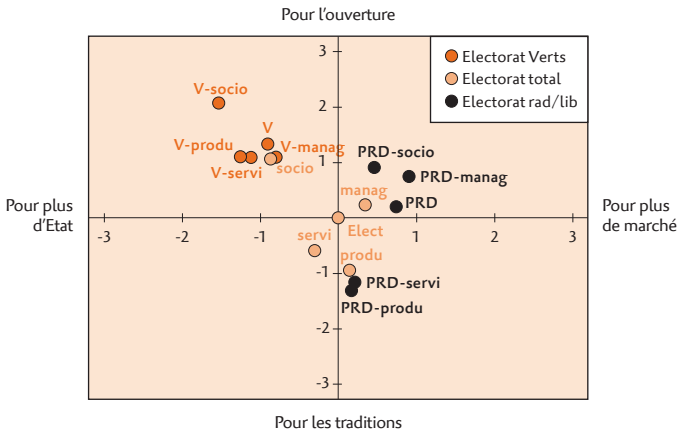
Si l'on réplique l'analyse pour 1995 (voir graphique A.2 dans l'annexe), on constate que le positionnement de l'électorat socialiste reste globalement inchangé, particulièrement sur l'axe État-marché. Toutefois, un changement intéressant est à noter : les travailleurs de production se déplacent vers le pôle traditions entre 1995 et 2007. En 1995, ceux-ci sont proches de la position de l'électeur socialiste moyen, alors qu'ils en sont plus éloignés en 2007. L'électeur socialiste moyen est d'ailleurs davantage en faveur de l'ouverture en 2007 qu'en 1995. Il semble donc que le déplacement vers plus d'ouverture de la part de l'électorat socialiste en général provoque un mouvement inverse chez les travailleurs de production.

Au sein de l'électorat UDC, les différentes classes occupent des positions proches. La plus grande distance sépare les managers et les spécialistes socio-culturels au niveau économique : à l'intérieur de l'UDC, les premiers se situent économiquement le plus à droite et les derniers le plus à gauche. Comme pour le PS, on constate également que le fait de voter UDC pousse toutes les catégories vers davantage de soutien au marché et vers davantage d'attachement aux traditions. Comparé au PS, l'électorat de l'UDC est plus fortement divisé sur la dimension économique, mais plus homogène sur la dimension culturelle.

Dans un deuxième temps, nous nous tournons vers le positionnement des différentes composantes de l'électorat vert et prenons à titre de comparaison l'électorat radical-libéral (graphique 6). Nous constatons qu'au sein de l'électorat vert, les différentes classes occupent des positions très proches de celles du PS. En comparaison, l'électorat vert est moins divisé que le PS sur la dimension culturelle, mais est sujet à davantage de différences sur la dimension économique¹⁴. De tous les partis, les composantes sociales de l'électorat radical-libéral

¹⁴ Cela vaut aussi si nous intégrons les spécialistes techniques et les employés de bureau dans notre analyse. Ils occupent une position proche de l'électeur vert moyen et ne sont pas représentés dans le graphique 6.

Graphique 6. Position moyenne de l'électorat des Verts et des radicaux/libéraux sur les axes État-marché et ouverture-traditions en 2007



Légende du graphique : Pour la légende du graphique, voir le graphique 4. Les Verts sont représentés avec V et les radicaux-libéraux avec PRD.

Données : SELECTS 2007, pondérées par total weight.

Nombre d'observations : 1714 (État-marché), 1705 (ouverture-traditions).

présentent les préférences politiques les moins homogènes. Elles sont traversées par une division particulièrement large sur le plan culturel : au sein de l'électorat radical-libéral, les classes moyennes salariées sont beaucoup plus favorables à l'ouverture que ne le sont les classes populaires.

La comparaison des résultats montrés dans les graphiques 5 et 6 suggèrent une conclusion intéressante : les partis « traditionnels » socialiste et radical-libéral sont relativement homogènes en ce qui concerne les attitudes économiques de leurs électeurs, mais souffrent de divergences substantielles au niveau des orientations culturelles de leurs électeurs. Au contraire, les deux « jeunes » partis (dont l'histoire est récente comme celle des Verts ou qui ont subi une transformation profonde comme l'UDC) réussissent à unir les différentes composantes sociales de leurs électeurs au niveau culturel, tout en affichant davantage d'hétérogénéité sur le plan des attitudes économiques. Ce résultat est conforme avec l'idée que les partis socialiste et radical représentent les deux pôles opposés du clivage économique (travail-capital ou État-marché), alors

que les Verts et l'UDC apparaissent comme les deux antagonistes du clivage culturel (liberté-autorité ou multiculturalisme-nationalisme) (Ignazi, 1992; Bornschier, 2007).

Après l'analyse de la dimension culturelle avec les questions d'ouverture et de traditions, il est également intéressant de mesurer cette dimension avec les questions écologiques qui sont souvent utilisées pour représenter l'axe libertaire-autoritaire de Kitschelt (1994). Pour rendre compte des attitudes sur l'écologie, nous utilisons une question sur la protection de l'environnement¹⁵ et une question sur l'énergie nucléaire¹⁶. Les graphiques A.3 et A.4 (présentés en annexe) montrent que le fait de mesurer la dimension culturelle avec les questions écologiques ne change que très peu la configuration de l'espace politique par rapport aux questions d'ouverture et de traditions. Pour le PS et les Verts, les résultats sont similaires à ceux de l'axe ouverture-traditions des graphiques 5 et 6 – avec le seul changement que l'électorat du PS est légèrement moins divisé sur les questions écologiques. Le même constat s'applique aux partis radical et libéral qui sont plus homogènes au plan écologique qu'au niveau des questions liées à l'ouverture: les différentes composantes radicales-libérales semblent unanimes à privilégier la croissance économique par rapport à la protection de l'environnement. Au sein de l'UDC, la question de l'écologie polarise davantage, alors que la défense des traditions semble mettre tout le monde d'accord (voir graphique 5). En conclusion, la situation est donc plus nuancée entre partis «traditionnels» et partis «neufs» lorsque l'on mesure la dimension culturelle avec les enjeux écologiques.

¹⁵ «Etes-vous pour une Suisse, où la protection de l'environnement est plus importante que la croissance économique, ou pour une Suisse où la croissance économique est plus importante que la protection de l'environnement?»

¹⁶ «Etes-vous pour une Suisse utilisant l'énergie nucléaire, ou pour une Suisse sans énergie nucléaire?»

L'influence des attitudes économiques et culturelles sur le vote PS

Les résultats montrés dans le graphique 5 suggèrent qu'au niveau des préférences culturelles, le PS est exposé à des tensions au sein de son électorat entre spécialistes socio-culturels très ouverts au monde et travailleurs de production plus attachés aux traditions. Toutefois, notre analyse examine uniquement les positions moyennes sur les deux axes et reste donc descriptive. Nous y remédions en examinant l'effet net des positions sur l'axe économique et culturel sur la probabilité de voter PS. Dans ce but, nous avons recours à une analyse multivariée et effectuons une régression logistique pour deux modèles différents. La variable expliquée dans les deux modèles est le vote pour le PS. La variable explicative, dans le premier modèle, est la position des électeurs sur l'axe économique et dans le second, la position sur l'axe culturel. Les deux modèles économique et culturel sont complétés par l'ajout de trois variables de contrôle socio-démographiques : le sexe, l'âge et le statut économique (employé, retraité, en formation, au foyer, etc.). Nous analysons ces deux modèles pour trois échantillons différents : un premier échantillon inclut tout l'électorat, un deuxième échantillon est restreint aux spécialistes socio-culturels et un troisième n'inclut que les travailleurs de production. Nous concentrons l'analyse sur ces deux classes, car d'une part, leurs positions divergent le plus au sein du PS sur les questions d'ouverture et de traditions, d'autre part, elles sont emblématiques de l'électorat traditionnel et nouveau du PS. Au total, nous effectuons donc six régressions, dont les résultats sont montrés dans le tableau 1.

Les résultats pour l'électorat total (colonne 1) suggèrent que la préférence pour plus d'État et pour plus d'ouverture augmente significativement la probabilité de voter PS et cela de manière assez égale. Il en ressort également que le pouvoir explicatif de ces deux modèles économique et culturel est très similaire : l'attitude des électeurs au niveau économique explique environ 20 % de la variance dans le vote pour le PS, alors que l'attitude sur le plan culturel est responsable pour 22 %. Si nous limitons l'échantillon aux spécialistes

socio-culturels, les *odds ratios* (colonne 2) indiquent que la probabilité de voter PS augmente davantage si l'on est favorable à plus d'ouverture que si l'on est favorable à un État social plus fort. De même, pour les spécialistes socio-culturels, la position sur l'axe culturel explique davantage de variance que la position sur l'axe économique. Ce résultat est conforme avec l'hypothèse de Kitschelt (1994) que le vote socialiste des nouvelles classes moyennes est motivé par leurs attitudes libertaires.

Or, les résultats pour les travailleurs de production révèlent la configuration inverse. Si l'échantillon n'inclut que les travailleurs de production (colonne 3), la position sur l'axe économique explique davantage de variance dans le vote PS que la position sur l'axe culturel. De même, pour les travailleurs de production, le fait d'être en faveur d'un État social plus fort augmente de manière plus importante la probabilité de voter PS que le fait d'être pour davantage d'ouverture.

Tableau 1. Influence des attitudes économiques et culturelles sur la probabilité de voter PS en 2007

	Probabilité de voter PS		
	(1) Electorat total	(2) Electeurs spécialistes socio-culturels	(3) Electeurs travailleurs de production
<i>Position sur l'axe économique (État-marché)</i>			
Odds ratio ¹	1,7*	1,6*	1,9*
Variance expliquée ²	19,5 %	22,7 %	32,9 %
<i>Position sur l'axe culturel (ouverture-traditions)</i>			
Odds ratio ¹	1,6*	1,8*	1,4*
Variance expliquée ²	22,8 %	34,1 %	21,5 %

Note: une variable de contrôle a été introduite pour le sexe, l'âge et le statut économique.

¹ Se lit de la manière suivante: L'augmentation d'une unité dans l'échelle État-marché augmente la probabilité de voter PS d'un facteur de... ² Correspond au Pseudo R de Nagelkerke et informe sur la variance expliquée du modèle. Probabilité statistique: * p < 0,001

Exemples de lecture: Au niveau de l'électorat total, la position sur l'axe économique explique 19,5 % de la variance du vote PS. Elle explique 22,7 % de la variance du vote PS pour les spécialistes socio-culturels et 32,9 % pour les travailleurs de production. L'augmentation d'une unité sur l'axe État-marché augmente la probabilité de voter PS d'un facteur de 1,7 au sein de l'électorat total. La probabilité de voter PS augmente d'un facteur de 1,6 pour les spécialistes socio-culturels et de 1,9 pour les travailleurs de production.

Données: SELECTS 2007, pondérées par total weight. Nombre d'observations: électorat total: 2625 (axe économique), 2612 (axe culturel); spécialistes socio-culturels: 382 (axe économique), 384 (axe culturel); travailleurs de production: 296 (axe économique), 295 (axe culturel).

Les résultats des graphiques 5 et 6 ainsi que du tableau 1 suggèrent que les composantes sociales des partis diffèrent de manière non négligeable dans leurs attitudes économiques (l'électorat vert et UDC) et culturelles (l'électorat socialiste et radical-libéral). Toutefois, nous ignorons l'influence de ces attitudes économiques et culturelles – et les enjeux qui les sous-tendent – sur le choix de vote. En d'autres termes, jusqu'à maintenant, nous avons laissé de côté la question de savoir si une attitude politique est *saillante* lors de l'élection. Pour tenir compte de cet aspect de saillance, nous analysons dans la prochaine partie les problèmes jugés prioritaires par les différentes classes sociales – problèmes qui sont directement influencés par les enjeux que les partis essaient de placer sur l'agenda politique.

L'impact des problèmes politiques considérés comme prioritaires sur le vote de gauche

Dans la partie théorique de ce chapitre, nous avons formulé l'hypothèse que le succès du parti socialiste auprès des classes populaires dépend du problème politique que les électeurs considèrent comme prioritaire. La configuration de l'espace des préférences politiques, montrée dans les graphiques 4 à 6 ci-dessus, suggère que si la compétition électorale tourne autour d'une question culturelle, les partis de gauche pourraient avoir davantage de peine à obtenir le vote ouvrier puisque cette catégorie est plus favorable aux traditions. À l'opposé, si les questions économiques sont plus saillantes, les divergences sont moindres et la gauche pourrait récolter davantage de succès auprès des classes populaires. Le résultat présenté dans le chapitre précédant que 45 % des chômeurs – pour qui les questions liées à l'emploi et à l'économie sont vraisemblablement centrales – ont voté pour le PS, contre seulement 16 % des travailleurs de production, va dans ce sens. Par conséquent, nous examinons cette hypothèse en analysant le lien entre le problème politique que les électeurs de différentes classes sociales considèrent comme prioritaire et le choix partisan.

Nous nous intéressons d'abord à la perception du problème prioritaire par classe. À cette fin, nous regroupons les problèmes politiques soulevés par les répondants dans l'enquête SELECTS en quatre catégories : (i) migration et sécurité ; (ii) environnement et énergie ; (iii) économie, emploi et État social ; (iv) autres¹⁷. Le tableau 2 montre que la perception du problème prioritaire varie fortement selon la classe sociale. En ce qui concerne l'importance attribuée à l'économie et l'État social, les différences entre les classes sont modestes : pour un tiers de l'électorat, c'est le problème dominant. Les managers (37 %) et employés de bureau (35 %) y sont légèrement surreprésentés, les travailleurs de production et des services (26 %) sous-représentés. Les disparités sont beaucoup plus grandes concernant la migration et la sécurité ainsi que l'environnement. Pour plus de 40 % des travailleurs de production et plus de 50 % des travailleurs des services, la migration et la sécurité constituent le problème politique le plus important. Par contre, cet avis n'est partagé que par 26 % des spécialistes socio-culturels et 21 % des professions libérales et grands employeurs. Ce résultat suggère que plus une classe sociale possède de capital économique et de formation, moins elle est préoccupée par l'enjeu de la migration et la sécurité. Le constat opposé s'applique à l'environnement : parmi les spécialistes techniques et socio-culturels, 21 et 23 % considèrent l'écologie comme problème prioritaire, mais seulement 7 % parmi les travailleurs des services et 12 % parmi les travailleurs de production. L'environnement paraît donc préoccuper surtout les classes moyennes, alors que les classes populaires sont davantage inquiétées par la migration et la sécurité.

¹⁷ La question sur les problèmes prioritaires contient 18 possibilités de réponse qui ont été regroupées de la manière suivante : (i) *migration et sécurité* : asile et immigration, ordre public ; (ii) *environnement* : environnement et énergie ; (iii) *économie, emploi et État social* : agriculture, économie, finances et impôts, marché du travail, santé publique, sécurité sociale, services publics et infrastructures, régions et cohésion nationale ; (iv) *autres* : intégration européenne, relations internationales, conflits, politique étrangère et armée ; éducation et culture ; genre et discriminations ; système politique, partis et politiciens ; autres problèmes ; pas de problèmes.

Tableau 2. le problème politique jugé comme étant le plus important par classe en 2007 (en %)

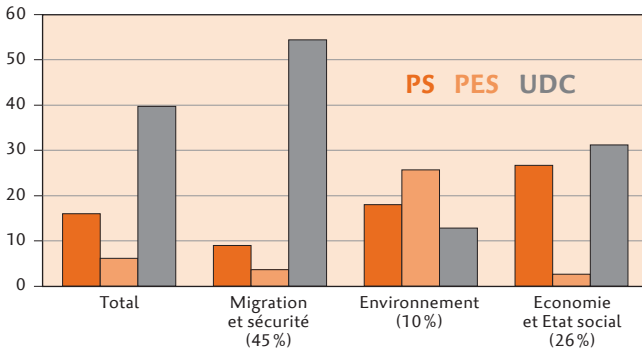
	Migration et sécurité	Environnement	Économie et État social	Autres problèmes	Total
Professions libérales, grands employeurs	21	19	33	27	100
Spécialistes socio-culturels	26	23	33	18	100
Spécialistes techniques	27	21	33	19	100
Managers	30	14	37	19	100
Employés de bureau	37	13	35	15	100
Petits indépendants	38	14	29	19	100
Travailleurs de production	41	12	26	21	100
Travailleurs des services	51	7	26	17	100
Total	34	15	32	19	100

Données : SELECTS 2007, pondérées par total weight. Nombre d'observations : 2440

Dans une étape suivante, nous analysons l'influence de la perception du problème politique prioritaire sur le choix de vote. À cette fin, le graphique 7 montre la proportion des travailleurs de production et des services votant pour le PS, les Verts ou l'UDC en fonction du problème politique qu'ils/elles jugent comme prioritaire. La même analyse est effectuée dans le graphique 8 pour la préférence partisane non pas des classes populaires, mais de deux catégories faisant partie des nouvelles classes moyennes (les spécialistes techniques et socio-culturels).

Les résultats pour les travailleurs de production et des services indiquent que la perception du problème politique le plus important a un impact considérable sur le choix de parti. Ainsi, parmi les travailleurs qui considèrent la migration et la sécurité comme le problème dominant – ils sont 45 % à le faire –, plus de la moitié (54 %) donnent leur voix à l'UDC, tandis que le PS n'y obtient qu'un score dérisoire (9 %). Au contraire, si les travailleurs jugent l'économie et l'État social comme problème politique prioritaire (ce qui est le cas pour 26 % d'entre eux), la proportion qui soutient le PS (27 %) s'approche de celle qui vote pour l'UDC (31 %), alors que le soutien aux Verts reste faible. Enfin, dans la petite minorité des

Graphique 7. Proportion des travailleurs de production et des services qui ont voté pour le PS, le PES ou l'UDC en 2007 en fonction du problème politique jugé comme prioritaire



Pourcentage entre parenthèses: 45% des travailleurs de production et de service indiquent comme problème politique le plus important la migration et la sécurité, 26% des aspects économiques et l'État social, 10% l'environnement.

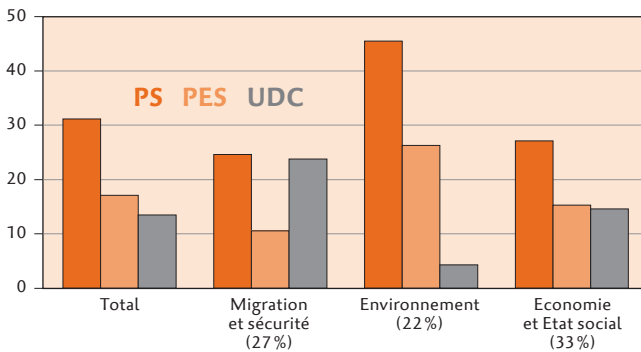
Données: SELECTS 2007, pondérées par total weight.

Nombre d'observations: 557.

travailleurs qui se préoccupent en premier lieu de l'environnement, le score de l'UDC (13%) arrive loin derrière celui des Verts (26%) et du PS (18%). En résumé, les partis de gauche semblent donc passer à côté du vote ouvrier si l'enjeu dominant est la migration et la sécurité. À l'inverse, auprès des franges des classes populaires où la gauche réussit à imposer l'économie comme thème prioritaire, le parti socialiste récupère une proportion non négligeable des voix. De même et sans surprise, les Verts font un bon score auprès des rares travailleurs qui considèrent l'environnement comme enjeu décisif de la votation. Le fait qu'un travailleur sur deux considère la migration et la sécurité comme le problème le plus important de la politique suisse est donc étroitement lié au mauvais résultat électoral de la gauche dans les classes populaires.

La perception du problème politique n'a pas la même influence sur le choix partisan des deux catégories des classes moyennes salariées qui soutiennent le plus fortement les partis de gauche, à savoir les spécialistes socio-culturels et techniques, que sur celui des classes populaires. Si la migration et la sécurité sont considérées comme enjeu dominant, les

Graphique 8. Proportion des spécialistes socio-culturels et techniques qui ont voté en 2007 pour le PS, le PES ou l'UDC en 2007 en fonction du problème politique jugé comme prioritaire



Pourcentage entre parenthèses : 27% des travailleurs de production et de service indiquent comme problème politique le plus important la migration et la sécurité, 33% des aspects économiques et l'État social, 22% l'environnement.

Données : SELECTS 2007, pondérées par total weight.

Nombre d'observations : 635.

socialistes et les Verts perdent également des voix au bénéfice de l'UDC dans ces deux classes. Cependant, l'effet est beaucoup plus modeste que dans les classes populaires : avec 25% des voix, le PS reste le premier parti parmi les spécialistes socio-culturels et techniques préoccupés par la migration et la sécurité juste devant l'UDC (24% des voix). Il faut toutefois noter que la proportion des spécialistes socio-culturels et techniques qui considèrent la migration et la sécurité comme problème politique prioritaire est beaucoup plus basse (27%) que celle des travailleurs (45%).

Un deuxième résultat sépare les nouvelles classes moyennes des classes populaires : si les spécialistes socio-culturels et techniques considèrent l'économie comme problème politique prioritaire (et ils sont 33% à le faire), la distribution des votes entre PS, PES et UDC ne change pratiquement pas et reste très proche de la moyenne. En effet, une préoccupation des classes moyennes salariées avec l'économie réduit même légèrement le score électoral du PS, alors que la même préoccupation parmi les travailleurs dope le vote socialiste. Ce résultat n'est pas surprenant si l'on considère

que traditionnellement la politique économique socialiste vise davantage les classes ouvrières que les classes moyennes. Les possibilités pour la gauche d'obtenir le soutien des spécialistes socio-culturels et techniques sont les meilleures sur le problème de l'environnement. Parmi les spécialistes socio-culturels et techniques qui jugent l'environnement comme l'enjeu politique prioritaire (et ils sont 22 % à le faire), 45 % votent pour le PS et 26 % pour le parti vert, mais seulement 4 % pour l'UDC. Dans les nouvelles classes moyennes, le vote en faveur de l'écologie ne profite donc pas seulement aux Verts, mais aussi et surtout au parti socialiste.

Au vue de ces résultats, on peut s'interroger sur les possibilités d'alliances électorales entre différentes classes pour un parti donné. Notre analyse suggère que le PS bénéficie d'un léger avantage sur les Verts, puisqu'avec le thème de l'économie et de l'État social il peut espérer séduire les classes populaires tout en conservant le soutien des classes moyennes salariées. En contrepartie, pour que les Verts puissent espérer d'allier le vote ouvrier avec celui de la classe moyenne salariée autour du thème de l'environnement, ils devraient convaincre davantage d'électeurs des classes populaires de l'importance des enjeux écologiques. Or, lors des élections fédérales 2007, seuls 10 % d'entre eux considéraient ce problème comme prioritaire.

Notre analyse du lien entre la classe sociale, le problème politique prioritaire et le choix de vote présente une limite dont il faut être conscient : le fait d'attribuer plus ou moins d'importance à un problème politique – une information que nous utilisons pour expliquer le choix de vote – n'est probablement pas indépendant de la préférence partisane. Ainsi, un électeur qui s'identifie au parti vert attribuera davantage d'importance à l'environnement, alors qu'un supporter de l'UDC sera plus sensible à la campagne de ce même parti sur l'immigration. Comme ce chapitre ne tient compte que du côté de la demande politique émanant des électeurs (et passe donc sous silence le côté de l'offre politique façonnée par les partis), nous ne pouvons résoudre ici le problème des causalités qui vont dans les deux directions – de la perception du problème politique prioritaire au choix partisan, et vice versa. Cependant, il faut noter que cette difficulté est irrésolue.

Conclusions

Notre analyse est partie du résultat du chapitre précédent que les partis de gauche obtiennent beaucoup plus de soutien auprès des nouvelles classes moyennes qu'auprès des classes populaires. Pour expliquer ce résultat, nous nous sommes intéressés aux préférences politiques des différentes classes sociales. Nous nous sommes donc posé la question de savoir si l'électorat de gauche est divisé au niveau des attitudes économiques ou culturelles de ses deux principales composantes, les nouvelles classes moyennes et les classes populaires. Trois résultats de notre analyse empirique sur la base des données SELECTS méritent d'être rappelés.

Premièrement, l'hypothèse que les partis de gauche sont confrontés à un dilemme concernant leur positionnement sur *l'axe économique* ne semble pas confirmée. Au contraire, notre analyse suggère que les différentes classes au sein de l'électorat socialiste présentent des attitudes économiques relativement similaires. La disparité attendue par Kitschelt (1994) entre nouvelles classes moyennes centristes et classes populaires économiquement à gauche n'est pas visible pour la Suisse. Notre analyse montre même que c'est une catégorie faisant partie des nouvelles classes moyennes qui a la position économique la plus marquée à gauche, à savoir les spécialistes socio-culturels (les professionnels de la santé, du social, de l'éducation, de la culture et des médias).

Deuxièmement, si l'invocation d'un dilemme semble exagérée pour l'axe économique, les partis de gauche – et surtout le parti socialiste – sont confrontés à un vrai dilemme au plan culturel comme attendu par l'hypothèse de Kitschelt (1994). Nos analyses suggèrent ainsi que si les partis socialiste et vert occupent une position culturellement à gauche, ils devraient s'assurer une proportion importante du vote des nouvelles classes moyennes qui ont des attitudes libertaires. Par contre, ils s'aliènent le soutien des classes populaires qui sont culturellement plus proches du pôle traditionnel et autoritaire. Ce dilemme est d'autant plus important que d'autres études suggèrent qu'en termes d'importance pour la compétition électorale, la ligne de conflit culturel est devenue

plus importante que le conflit économique en Suisse (Kriesi et al., 2006).

Troisièmement, en creusant davantage la logique de ce dilemme, notre analyse montre qu'il touche en premier lieu la relation entre les partis de gauche et les classes populaires. Si le parti socialiste réussit à imposer une thématique économique comme enjeu principal de l'élection, il devrait obtenir une proportion substantielle du vote ouvrier (et ceci sans s'aliéner le soutien des nouvelles classes moyennes), alors que les possibilités pour les Verts sont plus limitées puisque peu d'ouvriers considèrent l'environnement comme problème prioritaire. Par contre, si un enjeu culturel – notamment la migration et la sécurité – acquiert davantage de saillance dans la campagne électorale, les classes populaires votent de manière écrasante pour l'UDC (tandis que les pertes socialistes dans les nouvelles classes moyennes sont limitées). Ainsi, lors des élections fédérales 2007, presque la moitié des travailleurs de production et des services ont considéré la migration et la sécurité comme le problème politique le plus important. Parmi eux, les partis socialiste et vert n'ont fait qu'un score dérisoire (moins de 10%). Cette hypothèse d'un lien qui va des classes populaires à l'UDC en passant par les préoccupations liées à l'immigration est conforme avec le résultat d'autres études électorales. Elles montrent que les ouvriers en Europe occidentale choisissent les partis de droite populiste sur la base de motifs culturels, liés à des questions d'identité et de communauté, et non sur la base de préoccupations économiques (Ivarsflaten, 2005; Oesch, 2008).

Sur la base de ces résultats, nous pouvons essayer de donner une réponse provisoire à la question de savoir si les partis de gauche – et le PS en particulier – sont confrontés à un électorat divisé. Elle doit être répondue par l'affirmatif: les préférences libertaires des nouvelles classes moyennes et les attitudes plus traditionnelles des classes populaires contraignent le parti socialiste sur l'axe culturel à un grand écart presque irréalizable. Si Kitschelt (1994) a raison et que les partis socialistes n'ont d'autre choix que d'adopter une position culturelle libertaire, leur seule possibilité de reléguer au second plan les divergences culturelles entre les nouvelles classes moyennes et les ouvriers consiste à focaliser la compétition électorale sur des enjeux économiques.

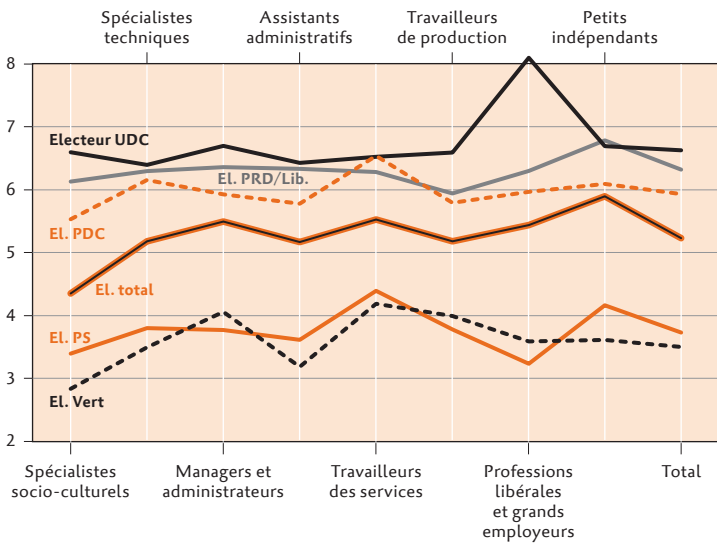
Bibliographie

- BLOMQUIST, P. et GREEN-PEDERSEN, C. (2004), «Defeat at home? Issue-Ownership and Social Democratic Support in Scandinavia», *Government and Opposition*, 39(4): 587-613.
- BORNSCHIER, S. (2007), *The Transformation of Historical Cleavages and the Rise of Right-Wing Populist Parties in Western Europe*, Doctoral Thesis. Zurich, Department of Political Science, University of Zurich.
- BRUNNER, M. et SCIARINI, P. (2002), «L'opposition ouverture-traditions», in S. Hug et P. Sciarini (éds.), *Changements de valeurs et nouveaux clivages politiques en Suisse*, Paris, L'Harmattan, pp. 29-93.
- ESPING-ANDERSEN, G. (1985), *Politics against Markets*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- GREEN-PEDERSEN, C. (2007), «The Growing Importance of Issue Competition: The Changing Nature of Party Competition in Western Europe», *Political Studies*, 55: 607-628.
- IGNAZI, P. (1992), «The Silent Counter-Revolution. Hypotheses on the Emergence of Extreme Right Parties in Europe», *European Journal of Political Research*, 22(1-2): 3-34.
- IVARSLATEN, E. (2005), «The vulnerable populist right parties: no economic realignment fuelling their electoral success», *European Journal of Political Research*, 44(3): 465-492.
- KITSCHOLT, H. (1994), *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KITSCHLET, H. et REHM, P. (2005), «Who supports the Left in the 21st Century? Patterns of Party Competition and Electoral Coalitions» Proto-Paper prepared for the Conference «Social Justice and the Future of European Democracy», 18-19 March, Minda de Gunzburg Center for European Studies, Cambridge (MA).
- KRIESI, H., GRANDE, E., LACHAT, R., DOLEZAL, M., BORNSCHIER, S. et FREY, T. (2006), «Globalization and the Transformation of National Political Space: Six European Countries compared», *European Journal of Political Research*, 45(6): 921-956.
- LUTZ, G. (2008), «Élections fédérales 2007: participation et choix électoral», *Swiss Electoral Studies*, FORS, Lausanne.
- MILIC, T. (2008), «Links, Mitte, Rechts: Worauf gründet die ideologische Selbstidentifikation der Schweizer und Schweizerinnen?», *Schweizerische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, 14(2): 245-285.
- OESCH, D. (2006a), *Redrawing the Class Map: Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- OESCH, D. (2006b), «Coming to grips with a changing class structure: an analysis of employment stratification in Britain, Germany, Sweden and Switzerland», *International Sociology*, 21(2): 263-288.

OESCH, D. (2008), «Explaining workers' support for right-wing populist parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway and Switzerland», *International Political Science Review*, 29(3): 349-373.

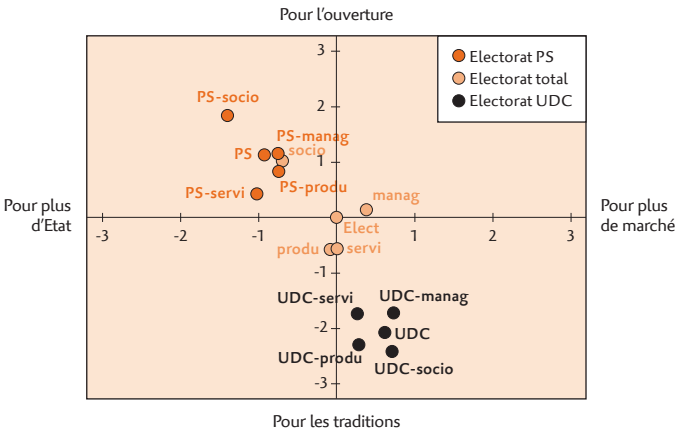
Annexe

Graphique A.1. Auto-positionnement de l'électorat sur l'axe gauche-droite en 1995



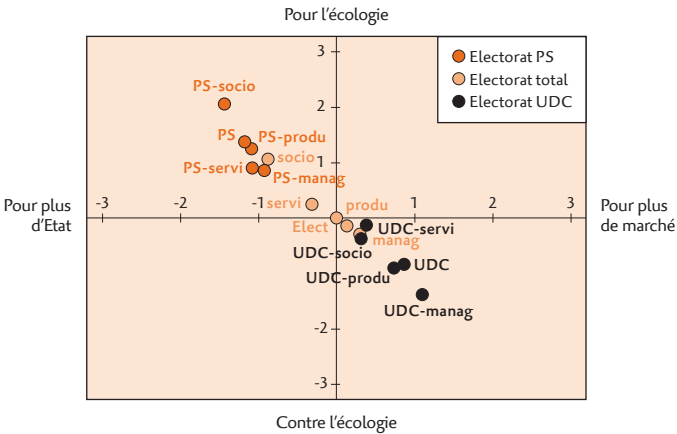
Données : SELECTS 1995, non pondérées. Nombre d'observations : 3020.

Graphique A.2. Position moyenne de l'électorat du PS et de l'UDC sur les axes État-marché et ouverture-traditions en 1995



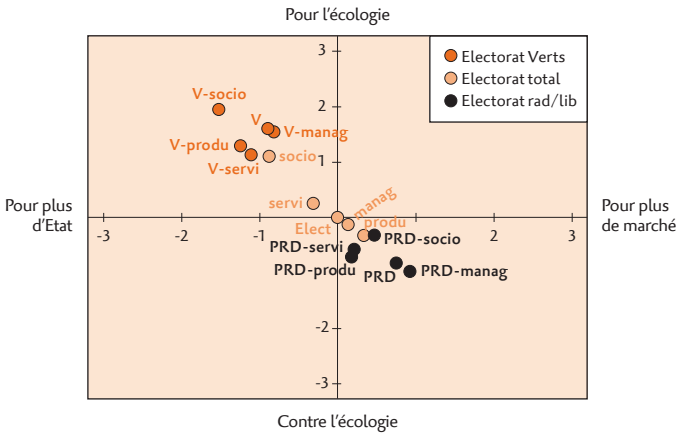
Données : SELECTS 1995, non pondérées.
 Nombre d'observations : 3142 (État-marché), 3134 (ouverture-traditions).

Graphique A.3. Position moyenne de l'électorat du PS et de l'UDC sur les axes État-marché et écologie



Données : SELECTS 2007, pondérées par total weight.
 Nombre d'observations : 1714 (État-marché), 1719 (écologie).

Graphique A.4. Position moyenne de l'électorat des Verts et des radicaux/libéraux sur les axes État-marché et écologie



Données : SELECTS 2007, pondérées par total weight.
 Nombre d'observations : 1714 (État-marché), 1719 (écologie).

ÉPREUVE 1